

## Deux ou trois choses sur la dette

La dette n'augmente pas à cause de « dépenses excessives »  
La part des dépenses publiques dans le PIB est à peu près constante

La dette a augmenté pour deux raisons :

- un effet boule de neige pendant la période où les taux d'intérêt étaient très élevés
- la réduction des recettes de l'Etat à travers les cadeaux fiscaux aux riches auprès desquels l'Etat s'endette à nouveau

Les baisses d'impôts favorisent les riches :

- seule la moitié imposable des foyers fiscaux en bénéficiaire
- les baisses sont très inégalement réparties :
  - 10% des contribuables ont bénéficié de 69% de la baisse de 5% en 2002,
  - 4,5% des contribuables ont bénéficié de 56% de la baisse de 1% en 2003,
  - 2,9% des contribuables ont bénéficié de 45% de la baisse de 3% en 2004.

Source : Cour des comptes (rapports d'exécution budgétaire)

La dette sert maintenant de prétexte pour réduire les budgets sociaux (rapport Camdessus, le livre de chevet de Sarkozy) alors qu'elle est fabriquée par les politiques libérales :

en 2002 : dette publique = 58 % du PIB

en 2007 : dette publique = 64 % du PIB

Sarkozy ment en prétendant baisser les impôts, maintenir les dépenses de l'Etat et réduire le déficit : impossible arithmétiquement ! En fait son projet est de réduire les effectifs de fonctionnaires en ne remplaçant qu'un départ à la retraite sur deux = dégradation des services publics qui travaillent déjà en sous-effectifs

La dette n'est pas un fardeau pour les générations futures mais pour la majorité des contribuables qui paient les rentes des détenteurs d'obligations du Trésor. Le transfert ne se fait donc pas entre générations mais entre couches sociales. Ce sont les contribuables d'aujourd'hui (et non pas les générations futures) qui paient les rentes d'Etat versées aujourd'hui à ceux qui bénéficient de la redistribution à l'envers.

« Qui dit transmission de la dette dit aussi transmission de la créance. Mais sur qui ?  
Qui achète aujourd'hui les obligations d'Etat émises lors des emprunts ? Les riches !  
A qui est transférée la créance ? Aux enfants des riches !  
Qui paiera les impôts pour rembourser la dette et pour verser les intérêts ?  
Si la fiscalité était juste, les riches paieraient les impôts pour rembourser les emprunts aux riches, c'est à dire à eux-mêmes. Or la fiscalité est particulièrement injuste puisque la TVA représente 45% des impôts et que l'impôt sur le revenu est beaucoup plus faible (moins de 20%) et est de moins en moins progressif. »

L'Etat doit emprunter pour payer les intérêts de la dette et celle-ci ne cesse d'augmenter.

En 2007, le déficit du budget correspond à peu près aux charges d'intérêt (environ 40 milliards d'euros) à comparer avec :

- fraude fiscale : 29 à 40 milliards d'euros selon le Conseil des prélèvements obligatoires
- aides publiques aux entreprises : 65 milliards d'euros, selon la Mission d'audit de modernisation

Nous proposons de revenir sur les mauvaises raisons de la dette :

- lutte contre la fraude fiscale
- retour sur les aides
- réforme fiscale progressive

Mais nous n'excluons pas les bonnes raisons de recourir à la dette publique. Elle est justifiée pour financer les projets d'investissement socialement et écologiquement utiles, par exemple : construction d'équipements collectifs, de logements sociaux ou programme d'isolation des logements.

Les administrations possèdent des actifs physiques, des infrastructures. L'actif net public (dernier chiffre publié) représente 19,7% du PIB en 2003. Le poupon français va bien naître avec une dette publique dans une main, mais il aura dans l'autre main un lot d'actifs publics comme des maternités, des écoles, des équipements sportifs, des hôpitaux, des routes, et même une armée (ça c'est moins terrible !). On peut aussi affirmer que ses parents sont des gens prévoyants... (Source *Lettre de l'OFCE* n°271)